

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrigue / Océan Indien occidental (France) > **Sommet Afrique France : rien à signaler**

Sommet Afrique France : rien à signaler

mercredi 2 juin 2010, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 2 juin 2010).

Les affaires continuent comme à l'habitude. Certes Nicolas Sarkozy a évité d'évoquer « *l'homme africain, qui n'est pas rentré dans l'histoire* », comme dans son discours de Dakar. Sans pour autant offrir aucune perspective nouvelle.

À la demande de l'Afrique d'être représenté avec deux sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU, il répond par une promesse creuse : « *la France prendra des initiatives* » pour que l'Afrique « *occupe toute la place qui lui revient* ». Sur le réchauffement climatique, la déclaration finale réclame que les pays du Nord débloquent « *100 milliards de dollars par an à partir de 2020* », et évoque « *le principe d'une taxe sur les transactions financières internationales* » au profit du développement et de la lutte contre le changement climatique. Des promesses vagues et lointaines, alors que Nicolas Sarkozy n'a pris aucune initiative pour mettre ces questions à l'ordre du jour du prochain G20. En outre la déclaration prône un renforcement du marché des droits d'émission de CO₂, qui a démontré son incapacité à réduire les émissions de gaz à effets de serre.

La France s'engage à soutenir l'agriculture africaine à travers un fonds d'investisseurs de 120 millions de dollars. Somme dérisoire, alors que depuis les années 1960, les agricultures africaines ont été dévastées par les effets conjugués des exportations agricoles européennes et nord-américaines à des prix de dumping, des politiques d'ajustement structurel imposant les cultures d'exportation et l'ouverture des frontières, et des premiers dégâts du réchauffement climatique...

Les 100 milliards de dollars annuels actuels « d'aide publique au développement » du « Nord » vers le « Sud » servent largement à entretenir la dépendance et ne pèsent guère face aux 200 à 300 milliards de bénéfices déclarés par les multinationales, et aux 600 à 800 milliards de transferts illicites via les paradis fiscaux.

Après 50 ans d'une « aide » aux résultats si catastrophiques, un vrai changement de cap serait indispensable. La coopération avec l'Afrique doit d'abord passer par l'annulation de la dette illégitime (déjà plusieurs fois remboursée par le biais des taux d'intérêt élevés), la suppression des accords qui asservissent les économies africaines, ainsi que la reconnaissance du droit des États africains à protéger leurs économies. Il faut mettre fin à l'interventionnisme militaire français et au soutien politique constant aux pires dictateurs mafieux du continent. Au-delà, de nouveaux accords internationaux sont indispensables, ne serait-ce que pour imposer des mesures efficaces contre l'utilisation de tous les paradis fiscaux et judiciaires et mettre en place un véritable fonds mondial de réparation de la dette écologique sous contrôle des Nations-Unies.

C'est pour transformer, avec les mouvements sociaux d'Afrique, ces propositions en actions et en mobilisations qu'Attac France et le réseau des Attac du monde participeront au Forum social mondial, prévu à Dakar en février 2011.

Attac France,

Montreuil, le 2 juin 2010

<http://www.france.attac.org/spip.php?article11414>